

MASTER PARCOURS DROIT DE L'ÉNERGIE (FORMATION INITIALE ET APPRENTISSAGE)

Depuis une vingtaine d'années, le secteur de l'énergie connaît des bouleversements en France comme à l'étranger sans précédent, que vont accélérer encore diverses ruptures technologiques. Cette mutation affecte profondément la structure industrielle et commerciale du secteur ; elle conduit à une diversification aussi bien des acteurs que des normes et des pratiques contractuelles.

Outre ces bouleversements, le poids du secteur de l'énergie dans les économies nationales des Etats, ses dimensions stratégique, économique et technique en font un domaine de plus en plus complexe, dont la gestion doit, de surcroît, être conciliée avec des impératifs toujours plus divers, comme notamment la lutte contre le changement climatique et contre la précarité énergétique, la protection de l'environnement ou celle des données.

L'objectif général du diplôme est donc de former des juristes de haut niveau, tant français qu'étrangers, à l'ensemble des disciplines juridiques impliquées dans ce secteur. Il repose sur une formation de base axée sur un apprentissage des principes juridiques et techniques fondamentaux propres à ce secteur particulier, à laquelle s'ajoutent deux axes majeurs d'enseignement.

Le premier d'entre eux est centré sur le droit national et européen. Il forme les étudiants aux spécificités du droit de l'énergie en France et en Europe,

Le second axe est plus spécifique aux projets internationaux en matière énergétique. Il propose un apprentissage à l'ensemble des problématiques juridiques liées à l'énergie et à l'édification d'infrastructures sur les marchés étrangers, notamment dans les Etats moins développés.

Infos pratiques

Composante : EDS - Département masters droit public

Durée : 2 ans

Crédits ECTS : 120

Campus : Centre Panthéon

Présentation

Depuis une vingtaine d'années, le secteur de l'énergie connaît des bouleversements en France comme à l'étranger

sans précédent, que vont accélérer encore diverses ruptures technologiques. Cette mutation affecte profondément la structure industrielle et commerciale du secteur ; elle conduit à une diversification aussi bien des acteurs que des normes et des pratiques contractuelles.

Outre ces bouleversements, le poids du secteur de l'énergie dans les économies nationales des Etats, ses dimensions stratégique, économique et technique en font un domaine de plus en plus complexe, dont la gestion doit, de surcroît, être conciliée avec des impératifs toujours plus divers, comme notamment la lutte contre le changement climatique et contre la précarité énergétique, la protection de l'environnement ou celle des données.

L'objectif général du diplôme est donc de former des juristes de haut niveau, tant français qu'étrangers, à l'ensemble des disciplines juridiques impliquées dans ce secteur. Il repose sur une formation de base axée sur un apprentissage des principes juridiques et techniques fondamentaux propres à ce secteur particulier, à laquelle s'ajoutent deux axes majeurs d'enseignement.

Le premier d'entre eux est centré sur le droit national et européen. Il forme les étudiants aux spécificités du droit de l'énergie en France et en Europe,

Le second axe est plus spécifique aux projets internationaux en matière énergétique. Il propose un apprentissage à l'ensemble des problématiques juridiques liées à l'énergie et à l'édification d'infrastructures sur les marchés étrangers, notamment dans les Etats moins développés.

Objectifs

Il s'agit d'abord d'assurer la formation initiale d'étudiants qui souhaitent se spécialiser dans le droit de l'énergie, secteur porteur, mais qui requiert des juristes une parfaite compréhension des réalités et des enjeux technico-économiques, industriels et sociaux. Le but est encore de fournir des juristes aptes à assumer rapidement des responsabilités aux administrations, au secteur public, aux entreprises privées, ainsi qu'aux cabinets d'avocats, de conseil et d'audit actifs dans le secteur de l'énergie.

Savoir faire et compétences

Grâce à l'acquisition de compétences auprès des meilleurs praticiens (maîtrise des concepts, des logiques, des méthodes propres aux différentes énergies), venant s'ajouter à une solide formation de base, les étudiants formés au sein de cet enseignement sont aptes à :

- * assurer une veille et produire des conseils juridiques fiables et pertinents, destinés à éclairer leur employeur, quel qu'il soit, dans une perspective évolutive ;
- * contribuer à faire vivre les procédures et les outils de contrôle destinés à l'appréciation de la conformité ou des performances des divers acteurs ;
- * raisonner et agir dans le respect de la séparation des activités concurrentielles et des activités régulées ;
- * contribuer à la maîtrise de la demande d'énergie et au développement des sources d'énergie renouvelables ;
- * veiller au respect des impératifs de protection de l'environnement et du jeu de la concurrence ;
- * concourir à la définition ou au respect des mécanismes de régulation et d'appels d'offres ;
- * rédiger actes unilatéraux ou contrats propres aux questions énergétiques ;
- * maîtriser le financement des projets d'infrastructure dans le secteur énergétique ;
- * gérer différends et contentieux dans ce secteur.

Organisation

Membres de l'équipe pédagogique

Directeurs :

Mathias Audit

Professeur de droit, agrégé de droit privé

Thomas Pez-Lavergne

Maître des requêtes au Conseil d'Etat, agrégé de droit public

Programme

Master 1 Droit public général

Semestre 1 M1

UE1 Semestre 1	15 crédits
Administrations comparées sans TD	33h
Choix 1 Cours UE1 Semestre 1	
Comparative law sans TD	33h
Droit de la culture	33h
Droit de la protection de la santé sans TD	33h
Droit de l'environnement sans TD	33h
Droit de l'urbanisme sans TD	33h
Droit des collectivités territoriales sans TD	33h
Finances publiques approfondies sans TD	33h
Grands enjeux contemporains	33h
Droit de la régulation économique & des services publics	49,5h
Methodologie de la recherche & documentation juridique	9h
UE2 Semestre 1	15 crédits
Choix 1 Cours obligatoire UE2 S1 non choisi à l'UE1	
Droit de l'urbanisme	7 crédits 49,5h
Droit des collectivités territoriales	49,5h
Choix 1 Cours UE2 S1 non choisi à l'UE1	
Comparative law sans TD	33h
Droit de la culture	33h
Droit de la protection de la santé sans TD	33h
Droit de l'environnement sans TD	33h
Droit de l'urbanisme sans TD	33h
Droit des collectivités territoriales sans TD	33h
Finances publiques approfondies sans TD	33h
Grands enjeux contemporains	33h
Questions contemporaines de droit public	33h

Semestre 2 M1

UE1 Semestre 2	15 crédits
Droit de la Fonction Publique	33h
Droit des contrats et marchés publics	49,5h
Histoire de la pensée juridique	33h
UE2 Semestre 2	15 crédits
Choix Langue	1 crédits
Anglais juridique	
Autres langues	
Choix Langue	
Choix 2 Cours UE2 S2	
Comptabilité & gestion financière publique sans TD	33h
Droit de l'énergie	33h
Droit des technologies de l'information sans TD	33h
Droit du développement durable sans TD	33h
Droit du secteur public concurrentiel (services publics...)	49,5h
Droit, politique et société	33h
Droits sociaux et environnementaux	33h
Histoire des Idées Politiques	33h
International Law	33h
Préparation aux concours type ENA	33h
Projet personnel	9h
Science Administrative	33h
Contentieux constitutionnel	49,5h
Droit économique de l'UE sans TD	33h

Master 2 Professionnel Droit de l'énergie (en formation initiale et apprentissage)

Semestre 3 M2

Choix Option UE3	9 crédits
UE3 Option Droit National et Européen	
Droit de l'hydroélectricité	3 crédits 15h
Introduction à la fiscalité de l'énergie	9h

Questions juridiques spécif au marché du gaz & électricité	3 crédits	21h
Régulation et surveillancedes marchés du gaz et électricité	3 crédits	15h
UE3 Option Projets internationaux	9 crédits	
Droit des investissements étrangers	3 crédits	21h
Droit du financement international	3 crédits	21h
Droit et contentieux des contratsinternationaux	3 crédits	21h
UE1 Cours magistraux S3	15 crédits	
Methodologie de la recherche & documentation juridique		9h
Intoduction générale au droit de l'énergie	5 crédits	21h
Intro gale dt fin projets	5 crédits	21h
L'économie de l'énergie	5 crédits	21h
UE2 Techniques S3	6 crédits	
Exploration- production hydrocarbures		6h
Le système électrique	3 crédits	15h
Le système gazier	3 crédits	15h
UE 1 : Enseignements Fondamentaux	18 crédits	
Methodologie de la recherche & documentation juridique		9h
Introduction à l'économie de l'énergie et des infrastructure	4 crédits	20h
Introduction au droit des infrastructures	4 crédits	20h
Introduction au droit du financement de projets	5 crédits	20h
Introduction générale au Droit de l'énergie	5 crédits	20h
UE 2 : Enseignements Thématiques (3 séminaires au choix)	12 crédits	
Droit de l'électricité et du gaz	4 crédits	20h
Droit des énergies renouvelables	4 crédits	20h
Droit du financement international	4 crédits	20h
Droit et contentieux des contrats internationaux	4 crédits	20h
Droit et contentieux des investissements internationaux	4 crédits	20h
Droit minier et pétrolier	4 crédits	20h
Droit nucléaire	4 crédits	20h

Semestre 4 M2

UE1 Option choisie au S3

UE1 Option droit national et européen	18 crédits	
Commercialisation de l'électricité et de gaz	4 crédits	18h
Droit de l'accès aux réseaux et autres infrastructures	4 crédits	18h
Droit du transport d'électricité	4 crédits	18h
Introduction au droit minier et pétrolier	2 crédits	12h
Production de l'électricité	4 crédits	18h
UE1 Option Projets internationaux	18 crédits	
Environnement des grands contrats	6 crédits	27h
Introduction au droit minier et pétrolier	2 crédits	12h
Pratique des grands contrats d'infrastructures	5 crédits	21h
Pratique des grands contrats énergétiques	5 crédits	21h

UE2 Mémoire S4

Mémoire (stage ou expérience professionnelle)	12 crédits	
---	------------	--

UE 1 : Enseignements Techniques 8 crédits

Exploration et production d'hydrocarbures	2 crédits	5h
Le système électrique	2 crédits	5h
Le système gazier	2 crédits	5h
Les énergies renouvelables	2 crédits	5h

UE 2 : Séminaires pratiques 10 crédits

Pratique de la régulation des marchés du gaz et de l'électri	5 crédits	30h
Pratique des contrats d'infrastructures : Contrats de constr	5 crédits	30h
Pratique des contrats énergétiques : contrats miniers ; cont	5 crédits	30h

UE 3 : Mémoire 12 crédits

Mémoire (stage ou expérience professionnelle)	12 crédits	
---	------------	--